ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

4e CIRCONSCRIPTION DE L'EURE LES ANDELYS - VERNON



René TOMASINI

« Jamais au point de vue national, une consultation nationale, n'a eu une telle importance nationale ».

(Général de GAULLE, président de la République, 7 juin 1968)

Electrices, Electeurs,

Mes chers amis,

Chacun est témoin que d'immenses progrès et des réalisations d'avenir ont été accomplis en 10 ans, rattrapant un demi-siècle de retards et de catastrophes accumulés.

La Paix rétablie, les finances et la monnaie assainies, l'expansion relancée, la République affermie, les droits du suffrage universel élargis, toutes les conditions étaient désormais remplies pour arracher, dans un monde difficile, des lendemains heureux.

La législature qui s'est ouverte l'an dernier pouvait s'avancer dans la voie de la Paix, de l'Indépendance et du Progrès.

Au 1er juillet prochain, l'échéance du Marché Commun, devait permettre, grâce aux sages précautions prises pour la franchir, de répartir ensuite les possibilités acquises, sans crainte alors que les justes avantages distribués ne soient illusoires, ni l'économie ébranlée.

Mais le monde entier se convulse dans les profondes mutations de notre époque et la France, sous la poussée démographique d'une jeunesse ardente et généreuse qui veut justement assurer un avenir qui lui appartient, n'y échappe pas.

Cependant, trop d'impatients appétits politiques, au lieu d'aider à l'œuvre commune et à une expansion profitable à tous, ne songent qu'à tout entraver pour assouvir leurs ambitions à la faveur de n'importe quels troubles et même au prix d'une dictature totalitaire dont ils sont les fourriers avides ou insconscients.

Dans notre pays, si attaché à la Liberté, à l'ordre et à la Paix, une vague de violence s'est déchaînée. La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouges et noirs nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduit à une dictature communiste.

L'exploitation politique de revendications justifiées a failli faire sombrer la France, en vingt jours, dans l'anarchie et le totalitarisme, c'est-à-dire dans un système d'oppression et de misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, dont d'autres Pays s'efforcent de sortir depuis 20 ans.

La France, dans son immense majorité, ne voulait pas cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et la légalité.

Si, au Parlement depuis un an, une majorité solide avait été présente, épaulant constamment le Chef de l'Etat, élu du suffrage universel, et le Gouvernement, nous n'aurions pas connu sans doute cette crise et sûrement pas la subversion qui a suivi.

Dès lors, c'est au peuple souverain qu'il appartient de se prononcer.

C'est de chaque citoyenne, de chaque citoyen, que dépend, maintenant, le 23 Juin, le maintien de la République et de la Démocratie.

C'est le même débat, le même combat qui continuent depuis bientôt 30 ans.

Mais jamais la situation n'a été aussi claire, ni aussi évidente.

Il n'y a plus place pour les équivoques, les habiletés trompeuses, les pêcheurs en eau trouble.

Tous les alliés, proches ou lointains, avoués ou inavoués, volontaires ou involontaires, de la dictature totalitaire, ont montré leur vrai visage et révélé la véritable nature de leurs diverses entreprises.

Il faut à présent faire un choix capital et décisif :

— d'un côté : la République, la Démocratie, la Liberté, le Progrès dans l'ordre.

— de l'autre : l'aventure, l'anarchie, la destruction de toute possibilité d'un avenir heureux, avec au bout la nuit, la dictature totalitaire.

Votre Député, a pris, dans le combat, comme c'était son devoir de démocrate et de républicain, la position qu'il devait, certain ainsi de répondre au mandat que vous lui aviez donné et de défendre la volonté de l'immense majorité républicaine de cette circonscription qui, trois fois déjà, lui a fait confiance.

Ainsi que le lui ont spontanément demandé, dans ces heures difficiles, tant et tant d'entre vous, il vient, avec une confiance réciproque, solliciter la continuation de ce mandat, afin de travailler plus impérativement que jamais, pour la Paix (et d'abord la paix civile), l'Indépendance, le Progrès et la Justice sociale.

Pour l'Ordre aussi car les multiples concertations et réformes nécessaires ne peuvent être fructueuses et valables que dans le calme.

Pas plus la circonscription des Andelys-Vernon que la France tout entière, ne sont disposées au suicide ni à l'anéantissement de tant d'efforts accomplis, au moment même où ils pourraient porter leurs fruits.

C'est aujourd'hui pour nous un devoir sacré que de nous unir pour faire face au communisme totalitaire et à ses alliés avoués ou camouflés, car ainsi que l'a dit le Président de la République, le Général de GAULLE :

« Il faut que VIVE LA REPUBLIQUE et que VIVE LA FRANCE »

René TOMASINI

Député sortant — Conseiller Général
Maire des Andelys
Chevalier de la Légion d'Honneur
Médaille de la Résistance — Croix de guerre 39-45
Chevalier du Mérite Agricole

Candidat d'Union pour la Défense de la République

Remplaçant éventuel :

Eugène-Serge AUTHIER
Entrepositaire à Vernon
Président de la Section Commerce et Artisanat de la C.O.D.E.R. de Haute-Normandie
Chevalier du Mérite Social — Médaille de l'Education physique et des Sports
Chevalier du Mérite Agricole

IMPRIMERIE BRIARD - LES ANDELYS